

COALITION POUR L'ÉQUITÉ FISCALE ENVERS LES PME

Le 20 novembre 2017

L'honorable Bill Morneau
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Canada
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Objet : Observations de la Coalition pour l'équité fiscale envers les PME sur les nouvelles propositions fiscales

Monsieur le Ministre,

Depuis notre dernière lettre, la **Coalition pour l'équité fiscale envers les PME** a continué de s'élargir et compte maintenant près de 80 associations. Ensemble, nos organisations représentent des centaines de milliers d'entreprises indépendantes, de professionnels et de contribuables de tous les secteurs économiques et géographiques au pays et qui emploient des millions de Canadiens. Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous faire part de nos observations au sujet des nouvelles propositions sur la réforme du régime fiscal annoncées durant la Semaine de la PME en octobre dernier.

La Coalition applaudit la décision du gouvernement fédéral de renouveler sa promesse de réduire le taux d'imposition des petites entreprises de 10,5 % à 9 % d'ici 2019. Grâce à cette décision, des centaines de millions de dollars seront réinjectés dans le secteur des PME, qui pourront ainsi créer d'autres emplois et faire croître l'économie.

Quant aux modifications apportées aux propositions de juillet, nous sommes heureux de constater que certaines de nos préoccupations les plus importantes ont été réglées entièrement ou partiellement. Nous sommes particulièrement satisfaits que le gouvernement ait entendu les inquiétudes des chefs d'entreprise en retirant les mesures visant la conversion du revenu en gains en capital. Ces règles auraient rendu plus coûteuse pour les propriétaires de PME – dont les agriculteurs et les pêcheurs – la transfert de leur entreprise à leurs enfants.

Nous notons également avec satisfaction que le gouvernement commence à reconnaître le rôle important que le placement passif peut jouer dans la vie d'une entreprise et de son ou ses propriétaires.

Nous vous remercions pour les progrès accomplis sur ces points, mais nous n'en demeurons pas moins très inquiets à l'égard des autres propositions qui semblent rester sur la table. D'abord, nous trouvons plutôt préoccupant que le ministère des Finances ait eu besoin de moins de deux semaines pour étudier 21 000 mémoires. Nous nous demandons si la plus ambitieuse réforme fiscale des 40 dernières années a vraiment pu faire l'objet de l'analyse minutieuse qu'elle appelle en si peu de temps. Précisons que les fiscalistes n'ont pas encore fait le tour de la question et manifestent un urgent besoin de détails supplémentaires.

Pour notre part, tout en poursuivant notre analyse, nous vous soumettons les préoccupations et recommandations suivantes concernant la répartition du revenu et les placements passifs.

Répartition du revenu

Les règles qui pénalisent les chefs d'entreprise qui versent des dividendes ou une autre forme de revenu à des membres adultes de leur famille demeurent une source de préoccupation majeure. En effet, les changements proposés ne tiennent pas compte des nombreuses formes directes et indirectes que peut prendre la contribution des membres de la famille à une entreprise, surtout le conjoint. Pourtant, le gouvernement garde le cap, indiquant qu'il imposera un « critère de caractère raisonnable » pour vérifier si ces membres de la famille apportent une « contribution notable » avant de permettre le partage du revenu.

On a laissé entendre que les formalités seraient simplifiées et plus ciblées, mais les détails se font attendre, or le temps file : les changements sont censés prendre effet le 1^{er} janvier 2018. **Nous vous exhortons à fournir ces détails le plus tôt possible et de prévoir un délai de consultation afin de réduire les conséquences imprévues.** Compte tenu de la difficulté à quantifier le rôle indispensable que jouent souvent les conjoints (y compris les conjoints de fait) dans une entreprise, **nous recommandons par ailleurs que le gouvernement envisage au moins d'exempter les conjoints des nouvelles règles sur la répartition du revenu. De plus, la Coalition recommande que le gouvernement fédéral reporte la mise en œuvre des changements, à tout le moins jusqu'au 1^{er} janvier 2019.** Comme le fardeau de la preuve et de la conformité échoira au chef d'entreprise, ce délai laisserait au milieu des affaires le temps de bien s'informer et de mettre en place les adaptations nécessaires aux structures organisationnelles.

Placements passifs

Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous sommes heureux de constater que le gouvernement commence à reconnaître l'importance de permettre une certaine marge en matière de revenus de placements passifs; cependant, nous estimons que les récentes modifications s'avèreront insuffisantes pour bien des entreprises, spécialement pour celles qui mettent de l'argent de côté en vue de faire des investissements, d'innover ou de prendre de l'expansion. Le seuil annuel de 50 000 \$ sera certes utile pour les entreprises qui désirent demeurer petites, mais il ne suffira pas pour celles qui comptent grandir et percer de nouveaux marchés.

Les entreprises de taille moyenne sont déjà très rares au Canada, et le seuil de 50 000 \$ pourrait être trop bas pour aider les PME à prendre de l'ampleur. Sans compter qu'un pécule de 1 million de dollars représente une rente annuelle qui se chiffre entre 34 000 \$ et 54 000 \$; c'est ainsi qu'après avoir passé sa vie à prendre des risques et à bâtir une entreprise, l'entrepreneur n'aurait même pas accès au même revenu de retraite que les enseignants de la plupart des provinces.

Ajoutons que cette marge de 50 000 \$ ne libérera pas la plupart des PME des complications administratives et de divers coûts de conformité. Par exemple, un placement passif de 100 000 \$ dans l'immobilier pourrait se traduire, au moment de la vente, par un gain ponctuel majeur qui excéderait la limite annuelle. Par ailleurs, sur le long terme, même une croissance modeste d'un placement passif

peut se traduire par un revenu passif de plus de 50 000 \$ à répétition. Nous croyons donc que le gouvernement fait fausse route en prétendant que la marge de 50 000 \$ protégera la grande majorité des PME.

Par conséquent, nous recommandons que le gouvernement renonce aux règles qu'il comptait instaurer concernant les placements passifs jusqu'à ce qu'une analyse exhaustive des impacts économiques ait été effectuée dans le but d'élaborer une formule qui exclura toutes conséquences imprévues.

Il appert que les dispositions législatives concernant les placements passifs seront bel et bien incluses dans le budget fédéral de 2018, et nous tenons à ce que le gouvernement se donne le temps de bien faire les choses. La Coalition a besoin d'avoir plus de détails sur les modalités de ce changement, à savoir par exemple si le seuil sera indexé à l'inflation et si les revenus non utilisés pourront être reportés, comme c'est le cas pour les CELI et les REER.

Transmission intergénérationnelle

Nous sommes heureux de constater que le gouvernement se montre ouvert à l'idée de rendre plus facile et moins coûteuse la transmission d'une entreprise à la relève familiale. Deux projets de loi d'initiative parlementaire (soit les projets de loi C-274, déposé par Guy Caron du NPD, et C-691, déposé par Emmanuel Dubourg du PLC) ont proposé de modifier l'article de la *Loi de l'impôt sur le revenu* faisant en sorte qu'il est actuellement plus facile de vendre son entreprise familiale à un tiers qu'à un membre de sa famille. En effet, au Canada, lorsqu'on vend son entreprise à un membre de sa famille, la différence entre le montant de la transaction et le prix payé à l'origine est traitée comme un dividende, alors que si la même personne vend la même entreprise à une personne qui ne lui est pas apparentée, il s'agira d'un gain en capital. Cette différence incite le propriétaire à vendre à un tiers, car les dividendes ne le feront pas profiter de l'exemption à vie sur les gains en capitaux, ce qui se traduira par un fardeau fiscal plus élevé. Les deux projets de loi en question visent à corriger cette anomalie.

Nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement pour trouver des solutions susceptibles de rendre la transmission d'une PME à la relève familiale plus facile et moins coûteuse tout en préservant l'intégrité du régime fiscal.

Conclusion et recommandations

Vu la complexité des propositions, il faut une analyse et une consultation plus approfondies pour bien comprendre leur incidence sur les PME. C'est avec conviction que nous tendons la main au gouvernement pour lui offrir de trouver avec lui des solutions qui n'assombrissent pas les perspectives de croissance et de prospérité des PME. Par conséquent, **nous recommandons** :

1. Que soit amorcée sans délai une analyse de l'impact économique du train de mesures proposées et que toute modification du régime fiscal soit suspendue jusqu'à la fin de cette analyse.
2. Au sujet de la **répartition du revenu**

- Que la mise en œuvre des changements envisagés soit reportée, à tout le moins, au 1^{er} janvier 2019.
 - Que les nouvelles règles sur la répartition prévoient, au minimum, une exemption complète des revenus et des dividendes du conjoint.
3. Au sujet des **placements passifs**
 - Que les règles prévues concernant les placements passifs ne soient pas adoptées.
 4. Que soient examinés des moyens de rendre les **transmissions intergénérationnelles** plus faciles et moins coûteuses pour les chefs d'entreprise.
 - Que soient apportés des changements annulant toute différence fiscale entre la transmission intergénérationnelle d'une entreprise et sa vente à un tiers indépendant.
 5. Que le régime canadien d'impôt sur le revenu fasse l'objet d'un examen complet.

Si vous avez des questions ou des commentaires sur le contenu de la présente, n'hésitez pas à communiquer avec une des associations soussignées. Nous demeurons fermement résolu à travailler avec vous.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.



Greg Pollock
Président et chef de la
direction, Advocis
Association des conseillers
en finances du Canada



13 000 membres



Leah Olson
Présidente
Agricultural Manufacturers
of Canada




Andy Brooks
Chef de la direction,
Alberta Roadbuilders &
Heavy Construction
Association



1 000 membres



Luc Bélanger
Chef de la direction,
Association des
professionnels de la
construction et de
l'habitation du Québec



Association des professionnels
de la construction et de
l'habitation du Québec



John D. Gamble, CET, P.Eng.
Président et chef de la
direction
Association des firmes
d'ingénieurs-conseils



Alan Rowell, MFA, DFA-Tax
Services Specialist
Directeur, Association of
Tax and Accounting
Professionals



187 membres



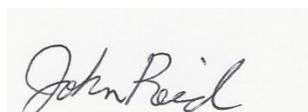
Caroline De Guire, M.Sc.
Écon.
Chef de la direction,
Association québécoise des
informaticiennes et
informaticiens
indépendants



1 500 membres



Jean Thiffault
Président
Association québécoise des
pharmaciens propriétaires

John Reid
Chef de la direction,
Alliance canadienne pour
les technologies avancées




Liz Robertson
Directrice exécutive
Canadian Association of
Farm Advisors



400 membres



Mary Blair
Directrice générale
Association canadienne des
conseillers en management



2 500 membres



Dr. Michael Dennis,
Président,
Association canadienne des
optométristes



4 800 membres



Dr. Emil Lee
Président,
Association canadienne des
radiologistes



Canadian Association of Radiologists
L'Association canadienne des radiologistes

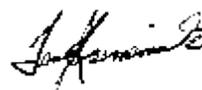
2 182 membres



Kerry Simmons, Q.C.
Présidente,
Association du Barreau
canadien



36 000 membres



Terry Kremeniuk
Directeur exécutif
Association canadienne du
bison



550 membres



Perrin Beatty
Président et chef de la
direction
Chambre de commerce du
Canada



200 000 membres



Michael Atkinson
Président
Association canadienne de
la construction



20 000 membres



Dr. Larry Levin
Président
Association dentaire
canadienne




John Dickie,
Président, Fédération des
associations de
propriétaires immobiliers



11 200 membres



Dan Kelly
Président et chef de la
direction,
Fédération canadienne de
l'entreprise indépendante



109 000 membres



Lorraine McLachlan
Présidente et chef de la
direction, Canadian
Franchise Association



Canadian Franchise
Association™

750 membres qui
représentent plus de 40 000
commerces en franchise



Kevin Lee
Chef de la direction,
Association canadienne des
constructeurs d'habitations



8 500 membres



Keith Costello, BADM, MBA-
Strategy
Président et chef de la
direction
Institut canadien de
planification financière



8 000 membres



Ralph Suppa, CAE
Président et directeur
général,
L'Institut canadien de
plomberie et de chauffage



260 membres



Edward Whalen, P.Eng.
Président et chef de la
direction,
Institut canadien de la
construction en acier




Christopher White
Président et chef de la
direction,
Conseil des viandes du
Canada



52 membres réguliers et
plus de 92 membres
associés



Dr. Laurent Marcoux
Président
Association médicale
canadienne



85 943 membres



Samantha Gale
Directrice exécutive,
Association des courtiers
hypothécaires du Canada



5 000 membres



Perry Eisenschmid
Chef de la direction,
Association des
pharmaciens du Canada




Bob Brunet, CAE, BComm
Directeur exécutif,
Association canadienne des
entrepreneurs en
couverture



400 membres



Aaron Wudrick, Federal
Directeur,
Fédération canadienne des
contribuables



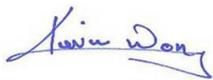
123 000 supporters



Dr. Troye McPherson
Président,
Association canadienne des
médecins vétérinaires



6 665 membres



Kevin Wong, CAE, MBA
Directeur exécutif,
Canadian Water Quality
Coalition



208 membres



Sean Hu
Directeur exécutif,
Chinese Business Chamber
of Canada



1 300 membres



James Swan, MD, FRCPC
Coalition of Ontario
Doctors



2 450 membres



Guy Legault
Président
Conference for Advanced
Life Underwriting



670 membres



Bill Brushett
Président et chef de la
direction,
Family Enterprise Xchange




Stéphane Forget, MBA
Président-directeur général
Fédération des chambres de
commerce du Québec



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec

139 Chambres et
50 000 entreprises



Sandra Kegie
Directrice exécutive,
Fédération des courtiers en
fonds mutuels

Federation of Mutual Fund Dealers
Fédération des courtiers en fonds mutuels



Jaye Hooper
Président du conseil
d'administration,
Fédération des associations
du barreau de l'Ontario



8 500 membres



Mark Brock
Président du conseil
d'administration,
Grain Farmers of Ontario



28 000 membres



Iain J.S. Black
Président et chef de la
direction
Greater Vancouver Board of
Trade



5 200 membres



Warren Heeley
Président
Heating, Refrigeration and
Air Conditioning Institute
of Canada



1 500 membres



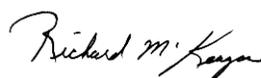
Nancy Allan
Directrice exécutive
Courtiers indépendants en
sécurité financière du
Canada



3 500 membres



Jeff Wachman
Président
Institute of Advanced
Financial Planners

Richard McKeagan
Chef de la direction,
Association des
entrepreneurs en
mécanique du Canada



900 membres



Terrance Oakey
Président,
Merit Canada



3 500 membres



Mark Prieditis, MD, FRCPC
Président,
Association des
radiologistes de l'Ontario



Ontario Association of Radiologists
1 400 membres



Keith Currie
Président,
Ontario Federation of
Agriculture



Ontario Federation of Agriculture
37 000 membres



Dr. Shawn Whatley
Président,
Ontario Medical Association



43 493 membres



Ettore Cardarelli
Président,
Ontario Real Estate
Association



Ontario Real Estate
Association



Tony Elenis
Président et chef de la direction,
Ontario Restaurant Hotel and Motel Association



11 000 membres



Robert Dalton, Directeur
exécutif
Association des opticiens
du Canada



3 979 membres



Doug Bedard, Président du
conseil d'administration



Georgina Blanas, Directrice
exécutive
Private Capital Markets
Association of Canada



500 membres



Sean Reid
Vice-président
Progressive Contractors
Association of Canada



180 membres



Richard Darveau
President & CEO
Quebec Hardware and
Building Supply Association



Association québécoise de la
quincaillerie et des matériaux
de construction
1 000 membres



Grace Sammut
Directrice exécutive,
Resorts of Ontario




Shanna Munro
Présidente et chef de la
direction
Restaurants Canada



The voice of foodservice | La voix des services alimentaires
30 000 membres



Shane Jahnke
Saskatchewan Stock
Growers Association



SASKATCHEWAN
STOCK GROWERS
Association
600 membres



Levi Wood
Président,
Western Canadian Wheat
Growers Association




John Schmeiser
Chef de la direction
Western Equipment Dealers
Association



800 membres